



Communiqué de presse

Le ministère veut-il vraiment lutter contre le harcèlement et les violences discriminatoires à l'école?

Les dernières annonces ministérielles montrent clairement une prise en charge peu volontariste des LGBTphobias à l'école et une méconnaissance des réalités alors qu'un nouveau drame marque cette rentrée scolaire. Combien faudra-t-il de suicides d'adolescents et d'adolescentes pour que les ministères nous écoutent? Le Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire et universitaire demande à rencontrer Gabriel Attal et lance une [pétition](#) afin de rappeler les engagements des ministères.

Un vision passéiste de l'école qui met de côté la lutte contre les discriminations

Renforcement de l'autorité, centrage sur les "fondamentaux", vision rétrograde du système éducatif ... cette rentrée est particulièrement bien placée pour draguer les électeurs du bloc autoritaire sans répondre aux urgences qui se dressent devant nous. Notre collectif est très inquiet de la montée de mouvements réactionnaires et extrémistes religieux. Qu'un programme scolaire sur l'éducation à la sexualité en Belgique entraîne des réactions de défiance jusqu'en France, que des mouvements s'organisent pour les élections de parents d'élèves afin de contrôler les contenus scolaires, que des projets pédagogiques sont encore et toujours mis en danger par des groupes réactionnaires, tout cela n'augure rien de bon dans la lutte contre les discriminations. Le gouvernement doit prendre la mesure du glissement idéologique que nous vivons et du danger qu'il fait peser sur les enfants. Il doit agir en urgence pour que la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et la haine anti-LGBT s'applique partout.

Révision des programmes d'EMC et d'EAS, des enjeux citoyens

En juin dernier, Pap Ndiaye a demandé au Conseil Supérieur des Programmes de réfléchir à des nouveaux programmes d'Éducation morale et civique et d'Éducation à la sexualité. Le Collectif s'inquiète des pressions de mouvements réactionnaires qui peuvent influencer cette révision. Mais c'est aussi l'intention gouvernementale de faire entrer plus de patriotisme et d'idéologie sécuritaire à l'école, matérialisée par le SNU obligatoire, qui nous mobilise. De plus, le Collectif estime que la volonté ministérielle de recentrer les enseignements sur les dits "fondamentaux" ne doit en aucun cas constituer un frein aux apprentissages citoyens. Les révisions de ces deux programmes doivent avoir comme ligne conductrice l'accompagnement des jeunes vers une citoyenneté émancipée et la lutte contre les discriminations. Le Collectif rencontrera les membres du CSP prochainement pour lui rappeler ces impératifs.

L'urgence d'un suivi rigoureux des sujets LGBTI à l'école.

Les engagements pris par le ministère et que nous voulons lui rappeler s'inscrivent dans le cadre d'un plan national interministériel 2023-2026 pour l'égalité et contre la haine et les discriminations anti-LGBT+. La DILCRAH aura comme rôle essentiel de veiller au suivi de ce plan. L'expertise de notre Collectif sur les LGBTphobies lui sera essentielle. Du côté du ministère de l'éducation nationale, l'urgence est à la mise en place d'un observatoire ministériel multi-acteurs et actrices auquel le collectif serait associé. Sans suivi rigoureux, nous ne sortirons pas d'une politique des mesurette qui n'est pas digne des attentes des personnels, des familles et des enfants.